Trois dirigeants de l'Institut de l'entreprise intègrent le Conseil National Education Economie : mauvaise nouvelle pour la diffusion de la culture économique et sociale à l'Ecole (Communiqué de presse de l'APSES Association des professeurs de sciences économiques et sociales)

Par Arrêté du 28 mars 2015, le Ministère de l'Education nationale renouvelant les membres du Conseil National Education Economie a notamment accueilli 3 anciens ou actuels dirigeants de l'Institut de l'entreprise : Jean-Pierre BOISIVON (ancien délégué général du think tank patronal), Xavier HUILLARD (son actuel président), et Michel PEBEREAU (ancien président).

Depuis de nombreuses années, l'Institut de l'entreprise s'emploie à transformer le contenu de l'enseignement de Sciences économiques et sociales (SES) au lycée avec un objectif idéologique clairement assumé, comme en attestent les propos tenus par Michel Pébereau en 2006 lors d'une conférence publique : « il serait peut-être bon d'effectuer un travail pédagogique de fond sur nos lycéens, comme cela a été fait par les entreprises depuis 20 ans auprès de leurs salariés, afin de les sensibiliser aux contraintes du libéralisme et à améliorer leur compétitivité, en adhérant au projet de leur entreprise … ».

Suite à un lobbying efficace, ce projet s'est traduit par un appauvrissement de l'étude des entreprises en SES. En classe de seconde, le programme en vigueur depuis 2010 présente l'entreprise uniquement comme une entité abstraite qui cherche à combiner le plus efficacement possible ses facteurs de production, et a supprimé toute étude du contrat de travail et des relations professionnelles. De même, en terminale les enjeux liés à l'organisation du travail ont été tout bonnement supprimés du nouveau programme de 2012. Des questions essentielles à la formation économique et sociale de tout citoyen et qui passionnaient pourtant les élèves.

Plus récemment, Michel Pébereau a présidé une commission du CNEE consacrée à la culture économique des élèves. Les conclusions de ce groupe étaient atterrantes : opposition entre l'économie comme discipline d'enseignement qualifiée de « théorique et macroéconomique » et une pseudo « culture économique », fondée sur « une approche plus individuelle et microéconomique » qu'il faudrait promouvoir. Pour Michel Pébereau, il ne s'agit donc pas de former des citoyens aptes à comprendre la complexité des enjeux entourant les entreprises, mais de « susciter le goût d'entreprendre ».

Contre cette vision partiale d'une culture économique réduite au point de vue des seuls dirigeants de (très grandes) entreprises et visant à réanchanter ces dernières, l'APSES appelle le CNEE à promouvoir au contraire une culture économique et sociale ambitieuse, ouverte et pluraliste, qui n'évacue pas les débats suscités par les grands enjeux contemporains. Il faut donc s'inspirer de la réussite des sciences économiques et sociales au lycée, qui ont contribué à développer avec succès la culture économique et sociale de générations de bacheliers depuis bientôt 50 ans.